MODE DE GOUVERNANCE ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'EAST AFRICA COMMUNITY

Université du Burundi, FSEA-CURDES, B.P. 1280
Bujumbura, Burundi

NIYONGABO Gilbert[1]

Résumé

Les pays de l'East Africa Community (EAC) comptent parmi les pays qui ont une mauvaise gouvernance caractérisée entre autres par la corruption et le non respect de la loi. Dans cette étude, nous proposons de revenir sur les indices qui décrivent le mieux la gouvernance et d'analyser ses effets sur la croissance économique. Les résultats montrent que l'investissement tant privé que public est le moteur de la croissance économique et ses impacts sont d'autant plus importants que la gouvernance est bonne.

1. Introduction

Peut-on dire que les modes de gouvernance sont les conditions nécessaires à la croissance économique mesurant la compétitivité internationale ? Si de par le passé on a ignoré les modes de gouvernance en prétextant même que les dictatures étaient

[1] NIYONGABO Gilbert est Enseignant à la FSEA, Université du Burundi, BP 1280 Bujumbura-Burundi, Email : niyongabog@hotmail.com.

efficaces et efficientes à la conduite de toute politique économique, la fin des années 80 a prouvé le contraire et la période de l'après guerre froide a donné une autre image des étapes précurseurs de la conduite de la libéralisation des marchés et de la conduite des politiques de développement économique.

Dans les faits, avec le début de la décennie 90 commence une autre ère de la pensée économique et l'aspect institutionnel vient apporter la pièce manquante au courant économique dominant. Après tout, et comme semblent le dire Dollar & Kraay (2001), les pays qui se développent sont ceux qui s'ouvrent davantage au commerce mondial. Et pourtant, Rodrik, Subramanian et Trebbi (2002) estiment que le développement économique passe avant tout par des institutions politiques de qualité.

Sur le plan théorique North (1990), Hall et Jones (1999) ont souligné combien la qualité des institutions politiques était primordiale au développement économique d'un pays. Et plus récemment Sachs et Porter (2008) ont suggéré que la compétitivité d'un pays était le résultat des institutions, des politiques et d'autres facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays.

Sur le plan empirique, le Burundi semblait avoir pris les devants au niveau des réformes politiques avec le multipartisme et les élections de 1993, devançant en quelque part ses futurs partenaires de l'East African Communauty (EAC). Mais, les échecs dus quelque part au manque de préparation lui ont perdre une dizaine d'années et il faut attendre le début des années 2000 pour faire un bilan et analyser l'ampleur des réformes institutionnelles et leurs impacts sur le développement et la compétitivité économiques.

Dans cette étude, nous proposons de revenir sur une question essentielle : quels sont les facteurs qui déterminent le niveau de compétitivité et le développement économique d'un pays comme le Burundi ou d'un bloc de pays comme l'EAC et quelle est la part qui revient aux modes de gouvernance.

2. Revue de la Littérature.

Les modèles de croissance économique.

La croissance économique qui mesure souvent la compétitivité internationale trouve son explication selon les premiers modèles dans l'investissement et les progrès technologiques. Le premier modèle dit modèle de croissance exogène fut proposé par Solow et Swan en 1956 et présente la croissance économique comme une trajectoire suivie par chaque économie ou niveau de revenu d'un pays depuis son point d'origine jusqu'à un niveau dit stationnaire (ou de longue durée). A court terme, l'économie est supposée être dans une phase de transition, une phase intermédiaire entre deux états réguliers. Selon ce modèle, le taux d'épargne supposé constant joue le rôle de régulateur de la consommation des ménages qui doit tendre à être optimale pour correspondre à l'état stationnaire ou régulier de la croissance économique. Cependant, ce modèle n'a pas fourni une explication de la façon dont deux économies peuvent continuer à croître même dans des phases dites régulières. Ce modèle a cependant pu expliquer que la croissance économique était le fruit des progrès technologiques sans savoir comment ceux-ci étaient obtenus. Par ailleurs, il se pose un

problème de rendements décroissants du capital, comment expliquer des taux de croissance économique élevés dans les pays où la productivité du capital devrait être faible ? Il faudra attendre les modèles de croissance endogène pour trouver des arguments plus détaillés de l'explication de ce phénomène.

En 1986, Romer propose une explication à ce qu'on appelle progrès technologiques en les considérant comme une accumulation de connaissances acquises le travail. Dans le modèle de 1990, Romer intègre l'hypothèse d'une acquisition de connaissances à travers les dépenses de Recherche et développement, ce qui est un investissement qui a toujours des rendements qui, à la limite, sont constants. D'autres modèles vont se développer en insistant sur le capital. En effet, Lucas (1988) va s'appuyer sur les travaux de Uzawa (1965) et Arrow (1962) pour démontrer que les connaissances et la technologie se reproduisent à travers le travail. Le travail qualifié permet alors d'atteindre une productivité plus grande, ce qui confère au capital une productivité croissante et de toute façon beaucoup plus élevée que celle offerte par le capital physique. Lucas va alors proposer une notion de capital beaucoup plus élargie comprenant aussi bien le capital humain et le capital physique.

Les modèles de Romer (1986, 1990) ont donné des pistes de recherche portant notamment sur les innovations technologiques axées sur l'élargissement des gammes de produits et sur l'amélioration de la qualité des produits.

D'autres modèles appelés de diffusion technologique de Grossman et Helpman (1991), Aghion et Howitt (1998), Barro et Sala-i-Martin

(1995), ont distingué les pays innovateurs des pays imitateurs. Les premiers se distinguent par des gammes de produits plus élevés que les pays imitateurs, mais à long terme, ces derniers peuvent rattraper leur retard technologique, la croissance croît alors à un rythme constant dans les deux catégories de pays (Barro et Sala-i-Martin (1995).

A partir de ces modèles certains se sont posé la question comment le niveau technologique le plus élevé était obtenu. En considérant les pays en développement qui sont des imitateurs potentiels, Sachs et Warner (1995) ont considéré que les pays ouverts au commerce mondial avaient plus de chance d'atteindre une technologie plus élevée et partant une croissance économique plus grande. Au milieu des années 90, s'est développée une autre approche consistant à dire que les pays disposant de bonnes institutions politiques étaient mieux disposés à atteindre des progrès technologiques, c'est approche institutionnelle.

L'approche institutionnelle.

L'approche institutionnelle va s'appuyer sur les travaux de North (1991), Prix Nobel en 1993, pour soutenir que les pays les plus développés sont ceux qui disposent de bonnes institutions. Plus tard, d'autres chercheurs comme Mauro (1995), Easterly et Levine (1997) vont démontrer que les mauvaises institutions agissent par la corruption et sont nuisibles à l'investissement (Mauro) ou alors peuvent conduire à l'instabilité politique selon l'hypothèse de Easterly et Levine.

Par contre il est évident que les institutions proviennent de quelque part et divers auteurs ont expliqué différemment la façon dont elles étaient obtenues. Pour l'approche géographique s'appuyant sur la théorie des climats et soutenue par des auteurs comme Acemoglu & al. (2001), Rodrik et al. (2002), Easterly et Levine (2003), le climat conditionne la qualité des institutions politiques dont dépend la gouvernance et les bonnes institutions sont localisées dans les climats tempérés. Pour d'autres auteurs comme La porta et al. (1999) qui se réfèrent à Hayek (1960), les institutions politiques sont liées aux principaux codes civils des puissances coloniales dont elles ont hérité le pouvoir et la gestion publique. Les pays nouvellement indépendants héritent et adoptent une législation des ex puissances colonisatrice qui pouvait t favoriser les affaires et les investissements ou alors favoriser une intrusion de l'Etat dans les affaires. Le code civil français est par exemple souvent réputé servir de tremplin pour les interventionnismes étatiques sous le prétexte de la consolidation de l'Etat, alors que le code britannique est par contre sensé favoriser les affaires au détriment de l'Etat selon l'héritage de leur droit coutumier (Common Law).

Il devient alors qu'évident que la bonne gouvernance provient des institutions politiques de la qualité, mais le souci de savoir d'où elles proviennent serait moins opportun sachant que le monde actuel est en mutation, et que la mondialisation produit ses effets et que les pays semblent se copier les uns les autres, selon le modèle de technologie diffuse.

3. Faits caractéristiques de la gouvernance.

L'indice de Compétitivité Globale.

Dans cette section, nous allons essayer de décrire les modes de gouvernance des pays de la Communauté Est-Africaine de laquelle le Burundi fait partie depuis juillet 2007[2]. Bien entendu l'hypothèse prise est que les progrès technologiques sont atteints par un pays qui se distingue par une bonne gouvernance politique et économique. Cependant, nul ne devrait ignorer que les réformes politiques de l'Europe de l'après guerre froide ont inspiré les changements politiques et économiques mondiaux.

Sur le plan statistique, il s'est développé plusieurs indicateurs mesurant la bonne gouvernance en la distinguant de la mauvaise par des chiffres statistiques tout en sachant que la bonne est réputée apporter plus de stabilité politique, un meilleur environnement des affaires et partant une compétitivité et une croissance économiques. Même s'il existe tout un éventail d'indicateurs, nous choisirons deux principaux indices. Le premier indice auquel nous allons faire référence est l'Indice de Compétitivité Globale ou dans la version

[2] Voir par exemple le contenu du Traité de création de l'EAC et le protocole d'Etablissement du marché commun que le Burundi a ratifié sur le site officiel : www.eac.inter.

anglaise le Global Competitiveness Index (GCI). Cet indicateur a été proposé par Jeffrey Sachs et Michael Porter en 2000 et se compose d'indices caractéristiques des institutions et des mesures de politique économique sensées soutenir le développement et des facteurs microéconomiques susceptibles d'apporter des progrès. Depuis 2001, la méthodologie s'appuie sur les opinions exprimées par les entreprises et se répartit sur trois piliers importants à savoir l'environnement macroéconomique, la qualité des institutions publiques et la place de la technologie et de l'innovation. Cette dernière décrit par exemple la façon dont les entreprises adoptent de nouvelles technologies et les investissements faits dans le domaine de la recherche sans oublier que l'indice global décrit l'interaction entre le secteur public et le secteur privé faite pour conduire le développement. Selon cet indicateur, les pays développés sont ceux qui adoptent des politiques de manière transparente et acquièrent des innovations technologiques plus facilement et rapidement.

Le tableau suivant décrit la compétitivité globale des pays de l'EAC à l'exclusion du Rwanda qui ne fait pas encore partie de l'échantillon analysé.

Tableau n°1: Evolution de la Compétitivité dans les pays de l'EAC selon le GCI.

Indicateur de Compétitivité Globale	Burundi	Kenya	Tanzanie	Uganda
Rang mondial 2009-2010	133	98	100	108
(Moyenne des points)	2,58	3,67	3,59	3,53
Rang de 2008-09	132	93	113	128
(Moyenne des points)	2,98	3,84	3,45	3,35
Rang de 2007-08	130	93	104	120
Rang de 2005	n. d	92	71	87
(Moyenne des points)		3,19	3,57	3,24
Rang de 2004	n.d	78	82	79

Source: World Economic Forum, GCI Reports, 2005, 2007, 2008 et 2009.

n.d = Donnée manquante

Selon le tableau ci-haut, il est clair que les pays de l'EAC ont un mauvais classement. En effet, l'indicateur proposé porte sur un échantillon d'environ 140 pays et souligne l'importance des services publics et leur interaction avec la gestion d'entreprise privée. Or, le pays le mieux classé est le Kenya et n'occupe que le 98ème rang avec une note moyenne de 3,59 sur un maximum de 10 points. Le dernier du classement de 2009 est le Burundi mais ne se trouve qu'à un point du Kenya ; la Tanzanie et l'Ouganda occupant des positions très proches mais, se classent malgré tout, parmi les 40 derniers au niveau mondial. Dans ce classement, les pays les mieux classés sont par exemple les Etats-Unis, la Finlande ou la Suisse et leur note moyenne se situe autour de 5,8, ce qui laisse croire que chaque pays peut s'améliorer.

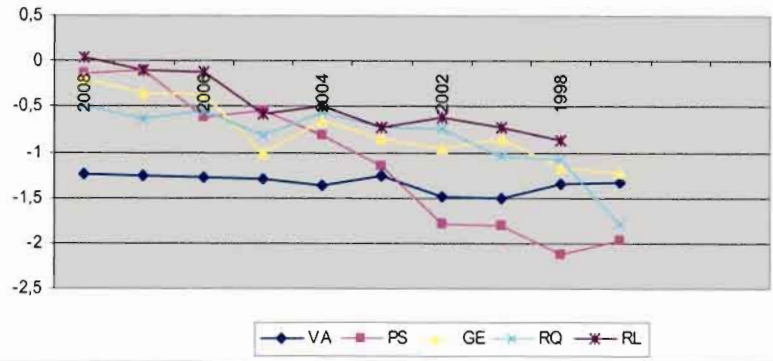
3.2. L'Indice de la Gouvernance de Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (1996-2008).

Le second indicateur auquel on fait souvent référence se compose de six indices dont deux à deux semblent décrire le même phénomène, il s'agit:

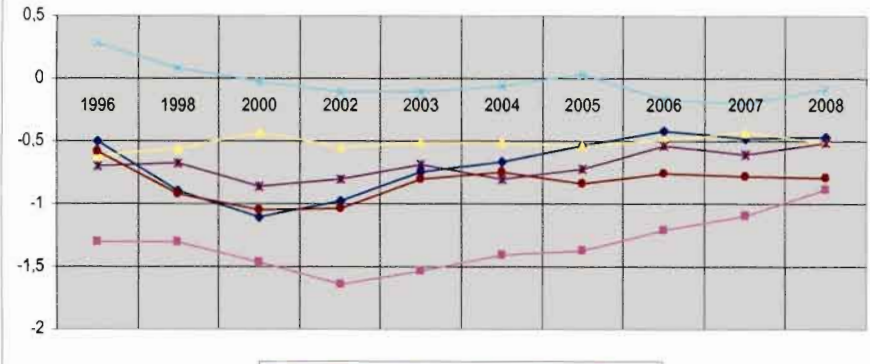
- Voice and Accountability (VA)qui mesure la présence d'une démocratie et d'un processus électoral ;
- Political Stability (PS) qui est un indice d'absence de violence;
- Government effectiveness (GE) qui mesure la qualité des services publics;
- Regulatory Quality (RQ) qui est un indicateur d'analyse des politiques de promotion des investments privés;
- Rule of Law (RL) analyse la façon dont les agents agents publics respectent la loi dans les services publics (police, tribunaux...);
- Corruption Control (CC) measure l'absence de corruption ou de gains sordides perçus par les agents de l'Etat.

Dans les graphiques, nous décrivons les différentes valeurs des différentes composantes de l'indicateur de gouvernance proposé par Kaufmann & al. (2009) pour les pays de l'EAC.

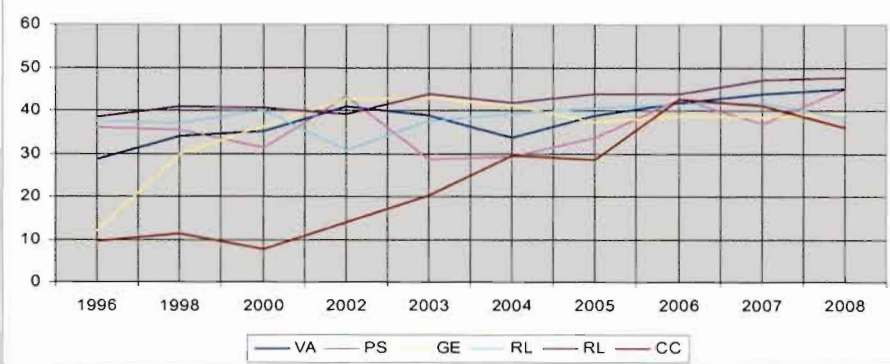
Graphique n°1: La Gouvernance au Rwanda.

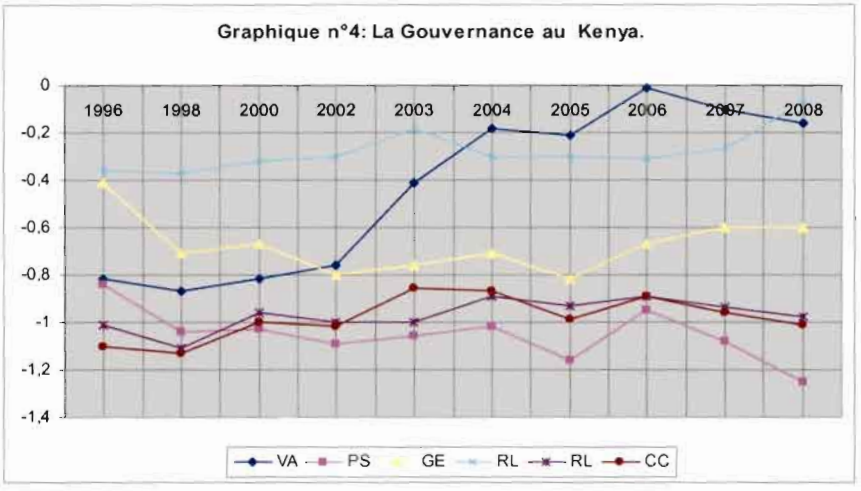


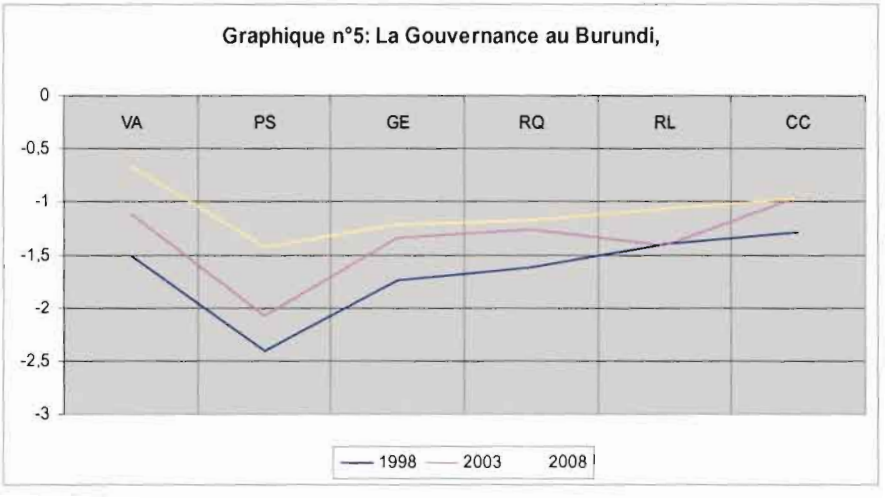
Graphique n°2: La gouvernance en Ouganda.



Graphique n°3: La Gouvernance en Tanzania (valeurs en %).







Source: Données tirées de « Governance Matters VII », Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2009).

Commentaire :

Les six indicateurs peuvent être regroupés dans trois indicateurs principaux : la démocratie, ou la manière le gouvernement est choisi par les citoyens (par des élections au suffrage ou par d'autres procédés); l'efficacité gouvernementale et le respect de la loi ou la

lutte contre la corruption. Avec les données proposées par Kaufmann, Kraay et Mastuzzi entre 1996 et 2008, il apparaît qu'il y a changement au niveau de la gouvernance et qu'il y a lieu de faire des comparaisons à travers le monde. Mais notre analyse se limitera au niveau des cinq pays de l'EAC.

En partant du Rwanda dont l'indicateur précédent n'avait pas analysé, il apparaît clairement que le pays a a amélioré sensiblement l'application des règles et de la loi qui régissent ce pays sans oublier la stabilité politique, même si l'indice décrivant le système démocratique lui concède très peu de points (VA). Tout en sachant que la plupart des indices proposés par Kaufmann & al. Sont corrélés, on peut conclure que ce pays figure parmi les pays qui ont connu des ascendants au vu du rythme de progression même si les valeurs ne sont pas tout à fait positives [3].

Pour ce qui est de l'Ouganda, les indicateurs sont très équilibrés et aucune réforme significative n'est marquée à l'exception la stabilité politique qui a augmenté entre 1996 et 2008. Par ailleurs, la règle de loi qui a des valeurs pourtant positives a tendance à régresser même de manière contenue.

Quant à la Tanzanie, elle figure parmi les pays progressistes au niveau de la gouvernance. L'indicateur proposé ici est évalué en pourcentage et il apparaît que tous les indices sont en deçà de la moyenne (50%) mais qu'ils ont considérablement augmenté passant des valeurs proches de 10% en 1996 à 40% en 2008.

[3] L'indice proposé donne des valeurs comprises entre -2,5 et 2,5, la valeur moyenne étant 0.

Pour le Kenya, entre 1996 et 2008, deux indices ont évolué de manière positive, en premier le processus démocratique très remarquable et le respect de la loi qui a des valeurs élevées mais sans qu'elles croissent de manière considérable. Les trois autres indices proposés ne semblent pas avoir changé que ce soit la stabilité politique, la lutte contre la corruption ou même l'efficacité gouvernementale.

Enfin avec un minimum des observations (1998, 2003 et 2008) pour les indicateurs proposés, le Burundi semble avoir fait des progrès au niveau des cinq indicateurs proposés sans réellement atteindre des niveaux appréciables. Toutes les valeurs restent en deçà de la moyenne (qui est de zéro) et sont, même, proches des valeurs très basses (-1). Le Burundi semble à ce niveau avoir progressé par rapport à lui-même malgré des réussites remarquables comme les élections de 2005 et la conversion des groupes rebelles en partis politiques.

4. Modèle et estimations économétriques

Modèle et méthodes d'estimation.

Compte tenu des données disponibles sur les cinq pays analysés, nous proposons une équation qui se présente comme suit :

$$Y_{it} = a_i + b\, X_{it} + \varepsilon_{it},$$

où

- Y mesure le taux de croissance économique ou la variation du PIB en% ;
- X contient l'ensemble des variables proposées par les modèles de croissance à savoir le taux d'investissement, une mesure du capital comme l'espérance de vie à la naissance ou le taux de scolarisation et un indicateur des investissements publics comme les routes ou les lignes de téléphonie fixe ;
- ε est le terme d'erreur supposé normal (iid).

Méthodes d'estimation.

En règle générale, on commence les estimations par la méthode des moindres carrés ordinaires, cette méthode a l'avantage de produire des coefficients non biaisés et efficients. Les tests de Fisher et de Student permettent de se rendre compte de la significativité statistique globale et individuelle des coefficients considérés.

La deuxième méthode proposée et qui tient compte de la nature des données est la méthode des Effets Fixes (ou Aléatoires) qui considère est l'explication des variables peut provenir de l'hétérogénéité inobservée, c'est-à-dire sur les effets fixes qui sont propres à chaque pays. Cependant, cette méthode a l'inconvénient de supprimer toutes les variables invariants dans le temps. En plus, cette méthode suppose que le terme d'erreur (u) est composé mais la procédure doit vérifier que ce terme n'est pas corrélé avec les régresseurs.

Présentation des résultats.

Les tableaux suivants présentent les résultats des estimations sachant que nous avons utilisé des données de la Banque Mondiale, Africa Development Indicators (2008-2009) avec les données les plus récentes. Le tableau n°2 présente les résultats des estimations du modèle de croissance économique comprenant les variables explicatives habituelles centrées sur l'investissement ; le tableau n°3 ajoute au modèle standard l'ajout d'une des variables décrivant le mode de gouvernance.

Tableau n°2 : Déterminants de la croissance économique : Estimation par la méthode des MCO.

Equations	1	2	3
Variable expliquée	Δ PIB	Δ PIB	Δ PIB
Variables explicatives			
Taux d'Investissement (en %)	7,19**	-0,55	12,09**
	(4,25)	(0,78)	(4,24)
Espérance de vie à la naissance	1,55		
	(0,97)		
Lignes téléph. pour 1000hab.	23,68**	10,69**	19,16**
	(7,39)	(4,17)	(3,14)
Taux de Scolarisation globale		3,64**	
		(4,76)	
Taux de Scolarisation secondaire			2,66*
			(2,16)
Constante	-11,95	190,15**	-80,82
	(0,17)	(11,28)	(1,39)
R^2-Ajusté	0,69	0,99	0,85
Nombre d'observations	59	17	33
Test de Fisher	61,45	333,53	125,03
Probabilité	0,00	0,00	0,00

(.) : Valeurs du test de Student et les écart-types sont corrigés de l'hétéroscédaticité (White)

**, * : Valeurs significatives au seuil de 1 ou de 5 %.

Tableau n°3 : Déterminants de la croissance économique : Estimation par la méthode des effets fixes (EF) et aléatoires (EA).

Equations	1	2	3	4
Variable expliquée	Δ PIB	Δ PIB	Δ PIB	Δ PIB
Variables explicatives				
Taux d'Investissement (en %)	3,62**	10,58**	4,00**	9,69**
	(5,99)	(4,22)	(2,94)	(2,56)
Lignes téléph. pour 1000hab.	5,49**	19,00**	-4,07	17,46**
	(3,09)	(3,12)	(0,78)	(2,30)
Taux de Scolarisation secondaire		2,51*	0,33	3,59*
		(2,07)	(0,42)	(2,42)
Gouvernance : Respect de la Loi (Rule of law)				103,76** (2,73)
R^2-Ajusté Between /Within	**0,89**	**0,90**	**0,31**	**0,96**
Nombre d'obs. (5 groupes)	140	33	33	22
Obs. moyenne	28	6.6	6.6	
Wald λ^2	43,83	112,31	-	199,40
Probabilité	0,00	0,00	-	0,00
Breusch et Pagan : F-test (Ui = 0) Prob. (.)			34,58 (0,00)	
Méthode d'estimation	Effets Aléatoires	Effets Aléatoires	Effets Fixes	Effets Aléatoires

(.) : Valeurs du test de Student

**, * : Valeurs significatives au seuil de 1 ou de 5 %.

5. Interprétation des résultats

Le tableau n°2 présente les résultats des estimations faites par la méthode des MCO. L'effet recherché est a priori de voir que toutes les variables proposées par le modèle de croissance endogène sont vérifiées. De prime abord, il s'avère que le taux d'investissement est le soutien de la croissance économique tel proposé par Romer (1986). En outre, nous avons ajouté les variables caractérisant le capital humain comme l'espérance de vie à la naissance ou le taux de scolarisation, toutes les deux ont des signes positifs attendus. Cependant, la scolarisation a des effets plus nets, et ceci est évident car les gens les plus scolarisés ont aussi des espérances de vies plus grandes que celles personnes non scolarisées, en outre nous avons distingué les effets dus à la scolarisation globale de ceux de la scolarisation secondaire. Ces derniers sont plus importants et soulignent de l'importance d'atteindre un niveau minimal du secondaire dans le développement d'un pays. Par ailleurs, la présence des infrastructures physiques comme les téléphones ou les routes semblent également exercer une importance sur le développement économique des pays de l'EAC.

Le tableau n°3 présente les résultats des estimations faites par la méthode des effets fixes plus appropriée pour des données de panel. L'hypothèse prise est qu'il existe des effets fixes liés au pays ou les caractéristiques pays qui sont différentes selon les pays (effets between) ou la variabilité interne à chaque pays qui est liée au temps

(effets within). Les tests reportés permettent montrent de constater que pour le cas de spécification d'effets between, le R^2 est plus élevé, ce qui laisse penser que l'explication de la croissance économique se trouve dans la différenciation des caractéristiques entre pays ou inter pays plutôt que dans l'évolution intra pays. Enfin, il revient à constater que la variable caractéristique de la gouvernance entre avec un signe positif attendu et est très significatif. Cela peut ainsi insinuer que l'investissement est plus rentable quand la gouvernance est bonne ou alors un taux d'investissement plus élevé pour des pays dotés de bonnes institutions. Les autres variables explicatives du modèle à savoir le taux d'investissement, l'investissement public mesuré par le nombre de téléphones pour 1000 habitants et le capital humain mesuré par le taux de scolarisation ont des valeurs positives attendues, confirmant ainsi l'hypothèse de la croissance économique soutenue par le niveau d'investissement.

Conclusion

En conclusion, beaucoup de modèles de croissance économique ont fourni différentes explications du phénomène de différence de développement observé entre pays. Les modèles de croissance exogène ont présenté des arguments aux différences technologiques sans vraiment expliquer comment on pouvait les acquérir. Il a fallu attendre les récents développements proposés par Romer (1986) pour démontrer que la clé des progrès était l'investissement fait notamment dans la Recherche & Développement qui se concrétise par les innovations. Lucas (1988) a quant à lui mis une importance sur le capital humain.

Les estimations économétriques que nous avons faites en utilisant différentes méthode ont montré que les variables proposées à savoir le taux d'investissement privé ou public, le niveau du capital humain de chaque pays et la bonne gouvernance étaient aussi des variables explicatives de la croissance économique dans les pays de l'East African Community. Cependant, il faut noter les estimations faites par la méthode peuvent de conclure que la croissance économique dans l'EAC peut aussi s'expliquer par les différentes existant entre les pays qui les composent, alors que les données statistiques sur la gouvernance avaient montré des similitudes au niveau des pays.

En fin de compte, malgré les effets apparents de similitude entre pays, il y a lieu de constater que les taux d'investissements différents et observés dans les pays expliquent leurs niveaux de développement économique.

Bibliographie.

1. Acemoglu D., Johnson S. & Robinson J.A. (2001), The colonial origins of comparative : an empirical investigation, *The American Economic Review*, December, pp.1369-1401.
2. Aghion P. et P. Howitt (1998), *Endogenous Growth Theory*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press.
3. Arrow J.K. (1962), The economic implications of learning by doing, in Stiglitz & Uzawa (1969), *Readings in the modern theory of economic growth*, The MIT Press.
4. Barro R. et Sala-i-Martin (1995), *The Economic growth*, McGraw-Hill.
5. Dollar D. & A. Kraay (2001), Growth is good for the poor, *The World Economic Policy Research*, Working paper.
6. Easterly W. et R. Levine (1997), Africa's growth tragedy: policies and ethnic divisions, *Quartely Journal of Economics*, pp.1203-1250.
7. Easterly W. et R. Levine (2003), Tropics, germs and crops: how endowments influence economic growth, *Journal of monetary economics*, Elsevier, pp.3-39.
8. Grossman G.M. et E. Helpman (1991), *Innovation and growth in the global economy*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press.
9. Hall R. et C. Jones (1999), Why do some countries produce so more output per worker than others, *Quarterly Journal of Economics*, pp.87-107.
10. Hayek F. (1960), *The constitution of liberty*, Chicago, The University of Chicago Press.
11. La porta R., F. Lopez de Silanes, A. Shleifer et R. Vishny (1999), The quality of government, *Journal of Law, Economics and Organization*, pp.222-279.
12. Lucas R.E. (1988), On the mechanics of economic development, *Journal of monetary economics*, pp.1-42.
13. Mauro P. (1995), Corruption and growth, *Quarterly Journal of Economics*, pp.681-712.
14. North D.(1991), Institutions, *Journal of Economic Perspectives*, pp.97-112
15. Rodrik D., A. Subramanian et F.Trebbi (2002), Institutions rule : the primacy of institutions oer geography and integration in economic development, *National Bureau of Economic Research*, Workin Paper N)9305.

16. Romer P.M. (1986), Increasing returns and long-run growth, *Journal of Political Economy*, pp.1002-1037.
17. Romer P.M. (1990), Endogenous technological change, *Journal of Political Economy*, pp.71-102.
18. Sachs J. et M. Porter (2000), *The Global Competitiveness Report*.
19. Sachs J. et A. Warner (1995), Economic reform and the process of global integration trade, *Brookings papers on economic activity*, pp.1-118.
20. Uzawa H. (1965), Optimum technical change in a aggregate model of economic growth, *International Economic Review*, pp.18-31.
21. World Economic Forum, The Global Competitiveness Index , 2005, 2006, 2007, 2008, 2009.
22. Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2009), Governance matters VII.

Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social

Référence bibliographique des Cahiers du CURDES

Pour citer cet article / How to citate this article

NIYONGABO Gilbert, Mode de gouvernance et croissance économique au sein de l'East Africa Community, pp. 6-28, Cahiers du CURDES n° 11, Aout 2010.

Contact CURDES : curdes.fsea@yahoo.fr